

PRÉFET DE L'ISÈRE

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**SERVICE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Affaire suivie par : Françoise CHAVET  
Tél. 04.56.59.49.34

Grenoble, le 27 FEV. 2014

**ARRETE COMPLEMENTAIRE N° 2014058.001-1**

**LE PREFET DE L'ISERE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, et notamment les titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties législative et réglementaire du livre V ;
- VU** le code minier et l'ensemble des textes pris pour l'application dudit code ;
- VU** la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** le schéma départemental des carrières de l'Isère approuvé par arrêté préfectoral n°2004-1285 du 11 février 2004 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997, autorisant la société SEMC Sablières et Entreprises Morillon Corvol à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Sillans au lieu-dit "Ballailard et Pandu" ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-10170 du 8 décembre 2009, autorisant un changement d'exploitant au profit de la société Cemex Granulats Rhône Méditerranée et modifiant les prescriptions de remblayage et de remise en état ;
- VU** la demande, par courrier du 25 octobre 2013, de la société Cemex Granulats Rhône Méditerranée de modification des arrêtés préfectoraux n°97-4688 du 10 juillet 1997 et n°2009-10170 du 8 décembre 2009, pour autoriser l'augmentation de la production annuelle et l'adaptation du phasage d'exploitation de son site de Sillans au lieu-dit "Ballailard et Pandu" ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 17 janvier 2014 ;

**VU** l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites -formation spécialisée des carrières - du 11 février 2014 ;

**CONSIDERANT** les capacités techniques et financières de la Société CEMEX Granulats Rhône Méditerranée;

**CONSIDERANT** que l'augmentation de la production et la modification du phasage de l'exploitation n'entraîneront pas d'impact supplémentaire ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDERANT** qu'un projet d'arrêté a été adressé au pétitionnaire le 13 février 2014 afin de recueillir son avis ;

**CONSIDERANT** l'accord de la société Cemex Granulats Rhône Méditerranée, par courriel du 20 février 2014, concernant le projet soumis pour avis ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de l'Isère ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997 et les articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n°2009-10170 du 8 décembre 2009 sont annulés et remplacés comme suit :

La société Cemex Granulats Rhône Méditerranée dont le siège social est situé 2 rue du Verseau, Silic 423 – 94 583 Rungis, représentée par son président, est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire sur la commune de Sillans au lieu-dit "Ballailard et Pandu" portant sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes :

Section	Numéro de Parcelle	Surfaces (m <sup>2</sup> )	Section	Numéro de Parcelle	Surfaces (m <sup>2</sup> )
ZD	7	3674	ZD	37	4932
ZD	21	748	ZD	38	4870
ZD	22	1287	ZD	40	9052
ZD	23	1068	ZD	41	9321
ZD	24	5611	ZD	42	3969
ZD	25	3809	ZD	43	4971
ZD	26	1565	ZD	44	7630
ZD	27	4077	ZD	45	4210
ZD	28	6917	ZD	46	5089
ZD	30	7700	ZD	47	22290
ZD	31	54176	ZD	48	7228
ZD	32	16169	ZD	49	20238
ZD	33	9183	ZD	69	11969
ZD	34	17910		Chemin communal	2051 <sup>(*)</sup>
ZD	35	4885	<b>Superficie totale</b>		<b>308 573</b>
ZD	36	51974	<sup>(*)</sup> estimé sur SIG		

Un plan cadastral précisant les parcelles concernées est annexé au présent arrêté. Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert 93) X = 888 670 m et Y = 6 476 277 m

L'autorisation porte sur l'activité suivante :

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Classement	Volume de l'activité
2510-1	Exploitation de carrières	A	Exploitation d'une carrière de sables et graviers sur une superficie total de 308 573 m <sup>2</sup> et une surface exploitable de 285 800 m <sup>2</sup> Echéance de l'autorisation 10 juillet 2027 Tonnage annuel produit de 360 000 t

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenues dans les dossiers de demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions des arrêtés préfectoraux applicables.

La hauteur de découverte est de 1 m. La hauteur du banc exploitable est de 20 m. La côte limite en profondeur est de 409 m NGF fond de fouille.

## **ARTICLE 2 : PHASAGE**

L'article 7.4 de l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997 est annulé et remplacé comme suit : le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe doit être respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au Préfet de l'Isère.

Chaque phase correspond à une durée maximum de 60 mois. L'exploitation de la phase "n+2" ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase "n" est terminée.

## **ARTICLE 3 : GARANTIES FINANCIERES**

L'article 16 de l'arrêté préfectoral n°97-4688 du 10 juillet 1997 est annulé et remplacé comme suit :

**16.1 -** L'autorisation d'exploiter est conditionnée à la constitution effective des garanties financières dont le montant est fixé à l'article 16-8 ci dessous. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

**16.2 -** Le document établissant la constitution des garanties financières, doit être transmis à l'inspection des installations classées préalablement aux travaux d'extraction. Le document correspondant à leur renouvellement doit être adressé au moins six mois avant leur échéance. Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

**16.3 -** Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

**16.4 -** Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

**16.5 -** Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**16.6 -** Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L171-8 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

**16.7 -** L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

**16.8 -** Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est :

- 554 658 euros T.T.C, pour la première période, de 2014 à 2019 ans, répartis comme suit :
  - 244 254 euros TTC pour les infrastructures et surfaces défrichées,
  - 273 866 euros TTC pour les surfaces en chantier,
  - 36 538 euros TTC pour la remise en état des fronts,
- 624 162 euros T.T.C, pour la seconde période, de 2019 à 2024 ans, répartis comme suit :
  - 280 670 euros TTC pour les infrastructures et surfaces défrichées,
  - 295 180 euros TTC pour les surfaces en chantier,
  - 48 312 euros TTC pour la remise en état des fronts,
- 677 591 euros T.T.C, pour la troisième période, de 2024 à 2027 ans, répartis comme suit :
  - 195 403 euros TTC pour les infrastructures et surfaces défrichées,
  - 421 291 euros TTC pour les surfaces en chantier,
  - 60 897 euros TTC pour la remise en état des fronts.

Les plans de phasage des garanties financières et de remise en état en annexe présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Les montants ont été calculés en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

Index au 1<sup>er</sup> juin 2013 TP01 = 701,7 TVA = 20 %.

#### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### **ARTICLE 5 : SANCTIONS**

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

#### **ARTICLE 6 : PUBLICATION DE L'AUTORISATION**

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Isère.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la porte de la mairie de Sillans pendant un mois, avec l'indication qu'une copie intégrale est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé. Il est justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat d'affichage. Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, à l'entrée de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis est inséré, par les soins de la préfecture, dans deux journaux diffusés dans tout le département, aux frais du pétitionnaire.

## ARTICLE 8 : EXECUTION

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Isère, le Sous-Préfet de Vienne, le Maire de Sillans, le Directeur départemental de la protection des populations (DDPP), la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées- unité territoriale de l'Isère, le Délégué départemental de l'agence régionale de santé Rhône-Alpes, la Directrice départementale des territoires (DDT), le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au pétitionnaire.

Le Préfet

*Pour le Préfet, par délégation  
la Secrétaire Générale*

**Gisèle ROSSAT-MIGNOD**

## ANNEXE 1 : Plan cadastral



U REVOULA

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le : 27 FEB 2014

Pour le Préfet par délégation  
la Secrétaire Générale

section ZC

Gisèle ROSSAT-MIGNOD

SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

LOCALISATION PARCELLAIRE  
Sur fond au 1/3500



VIE VIELLE

section ZD

Gondran





BALAILLARD ET PANDU

IZEAUX

SILLANS

DE LEMPS

BONNAUDIERE ET-MONSIEUR

-  Carrière : périmètre autorisé
-  Installations de traitement et zones de stockage : périmètre autorisé
-  Limite de commune
-  Limite de section

0 50 100 150 200 m

section AI



## ANNEXE 2 : Plans de phasage de l'exploitation

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour

Grenoble, le : 27 FEV. 2014

Porte-Préfet, par délégalation  
Le Préfet  
La Secrétaire Générale

Gisèle ROSSAT-MIGNON

SOCIÉTÉ CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

PHASE 1 : 2014-2016  
Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géomètre 2012)

- Périmètre de la carrière
- Périmètre de la zone d'extraction
- Zones exploitées en phase 2
- Zones extraites
- Cote d'extraction (en NGF)
- Zone de stockage temporaire des découvertes et de la terre végétale
- Convoyeur principal
- Convoyeurs secondaires
- Merlon périphérique (hauteur 2,5m)

Etat actuel

- Convoyeur
- Merlons périphériques
- Bâtiments (installations, bureau,...)
- Pistes et voie d'accès
- Stockages de matériaux commercialisables
- Fronts d'extraction
- Bassins de stockage des boues

0 50 100 150 200 m

cadastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Economie et des finances





SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

PHASE 2 : 2017-2019  
Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géomètre 2012)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le :

22 FEV. 2014

Par le Préfet, par délégation,  
Le Préfet  
Gisèle ROSSAT-IGNO

Périmètre de la carrière

Périmètre de la zone d'extraction

Zones exploitées en phase 3

Zones extraites

Cote d'extraction (en m NGF)

Zone de stockage temporaire

découvertes et de la terre végétale

Convoyeur principal

Convoyeurs secondaires

Merlon périphérique hauteur 2,5m

Zone remise en état

Cote de remise en état (en m NGF)

Etat actuel

Convoyeur

Merlons périphériques

Bâtiments (installations, bureau,...)

Pistes et voie d'accès

Stockages de matériaux commercialisables

Fronts d'extraction

Bassins de stockage des boues

0 50 100 150 200 m

cadastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Economie et des finances

TERRAexpert  
E.N.A. - Conseil - Assistance en Environnement



Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le :

27 FEV. 2014

Pour le Préfet, par délégation  
la J. le Préfet

Gisèle ROSSAT-MIGNON

SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

PHASE 3 : 2020-2022

Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géométrique 2012)

Périmètre de la carrière

Périmètre de la zone d'extraction

Zones exploitées en phase 4

Zones extraites

Cote d'extraction (en m NGF)

Zone de stockage temporaire des  
découvertes et de la terre végétale

Convoyeur principal

Convoyeurs secondaires

Merlon périphérique (hauteur 2,5m)

Zone remise en état

Cote de remise en état (en m NGF)

Etat actuel

Convoyeur

Merlons périphériques

Bâtiments (installations, bureau,...)

Pistes et voie d'accès

Stockages de matériaux commercialisables

Fronts d'extraction

Bassins de stockage des boues

0 50 100 150 200 m

cadastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Économie et des finances





Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le :

7 FEV 2014  
Pour le Préfet, par délégation  
la Secrétaire Générale

GISELLE ROSSA-MIGNOD

- Périmètre de la carrière
- Périmètre de la zone d'extraction
- Zones exploitées en phase 5**
  - Zones extraites
  - 409
  - Cote d'extraction (en m NGF)
  - Zone de stockage temporaire des découvertes et de la terre végétale
  - Convoyeur principal
  - Convoyeurs secondaires
- Zone remise en état
- 410
- Cote de remise en état (en m NGF)

**Etat actuel**

- Convoyeur
- Merlons périphériques
- Bâtiments (installations, bureau,...)
- Pistes et voie d'accès
- Stockages de matériaux commercialisables
- Fronts d'extraction
- Bassins de stockage des boues

0 50 100 150 200 m

cadastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Économie et des Finances



### ANNEXE 3 : Plans de phasage de calcul des garanties financières



SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

PHASE QUINQUENALE n°1 : 2014-2018  
Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géomètre 2012)





Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le :

27 FEV. 2014

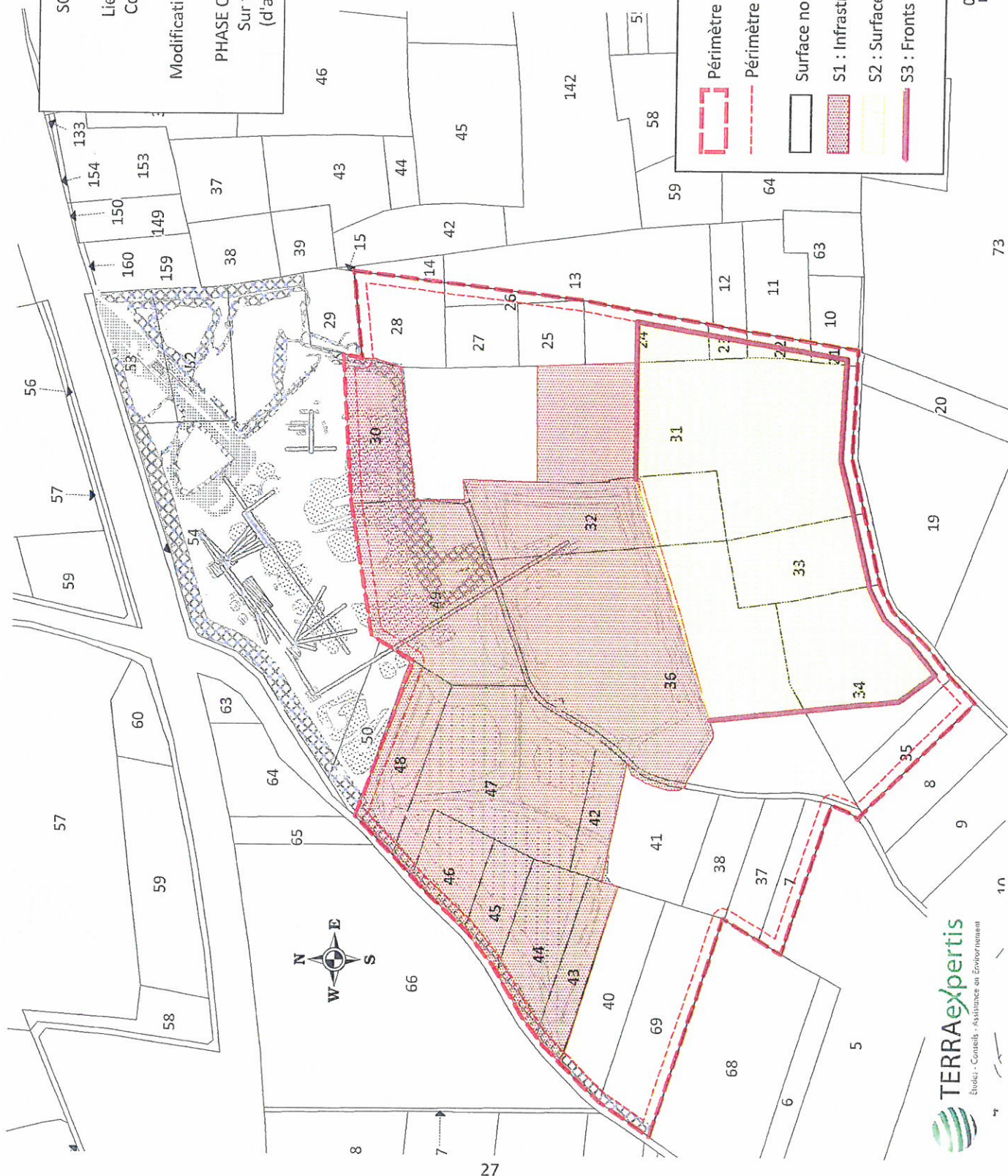
Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale

Gisèle ROSSAT-MIGNOD

-  Périmètre de la carrière
-  Périmètre de la zone d'extraction
-  Surface non exploitée
-  S1 : Infrastructures et surfaces défrichées
-  S2 : Surface en chantier
-  S3 : Fronts en exploitation

0 50 100 150 200 m

cadastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Économie et des Finances





SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation







PHASE QUINQUENALE n°2 : 2019-2023  
Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géomètre 2012)

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral  
en date de ce jour.

Grenoble, le : 27 FEV. 2014

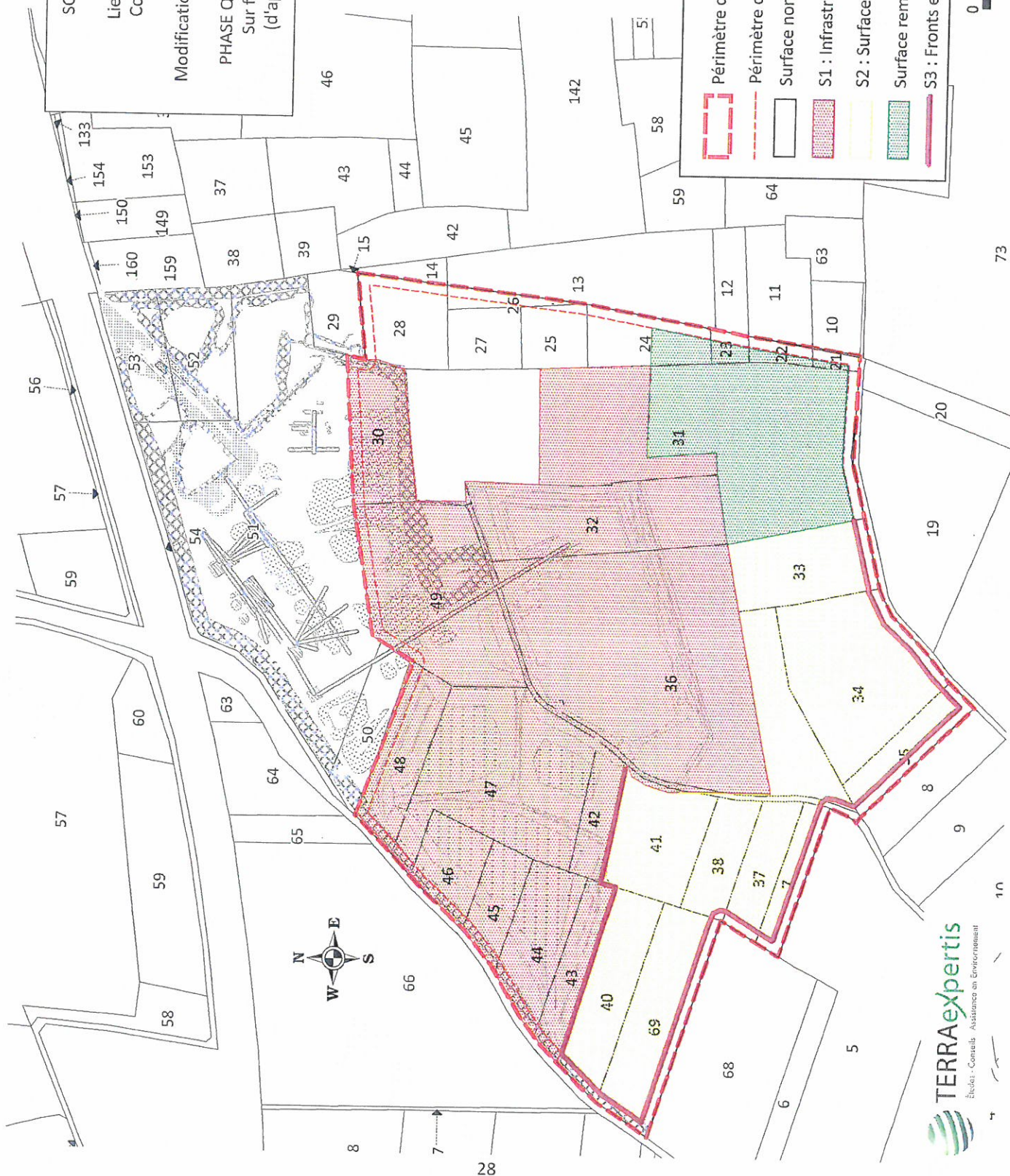
Pour le Préfet, par délégation  
La Préfète Générale

Gisèle ROSSAT-MIGNOD

-  Périmètre de la carrière
-  Périmètre de la zone d'extraction
-  Surface non exploitée
-  S1 : Infrastructures et surfaces défrichées
-  S2 : Surface en chantier
-  Surface remise en état
-  S3 : Fronts en exploitation

0 50 100 150 200 m

cadaastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Économie et des finances





annexé à l'arrêté préfectoral  
du 14/02/2014.

Grenoble, le : 27 FEB. 2014

Pour le Préfet, par délégation  
Isabelle Fournier

Gisèle ROSSAT-MIGNOD

SOCIETE CEMEX Granulats  
Carrière de Sillans  
Lieu dit Ballaillard et Pandu  
Commune de SILLANS (38)

Modifications des conditions d'exploitation

PHASE QUINQUENALE n°3 : 2024-2027  
Sur fond état actuel au 1/5000  
(d'après levé géomètre 2012)

- Périmètre de la carrière
- Périmètre de la zone d'extraction
- Surface non exploitée
- S1 : Infrastructures et surfaces défrichées
- S2 : Surface en chantier
- Surface remise en état
- S3 : Fronts en exploitation

0 50 100 150 200 m

cadaastre.gouv.fr  
©2012 Ministère de l'Économie et des Finances

